

La performance de la Banque islamique face à la crise

Etude de la rentabilité de la Banque islamique pendant la crise

Résumé

La finance islamique, objet de toutes les attentions ces dernières décennies, loin de s'être effondrée, en ces temps de crise semble au contraire bénéficier d'un regain d'intérêt, notamment, au regard de la capacité de résilience dont elle a fait preuve jusqu'à présent. Ignorant la crise, les banques islamiques "prospèrent", ce qui n'est pas sans éveiller la convoitise des pays occidentaux, y compris les plus réticents jusqu'alors, au premier rang desquels figure la France. Et à l'heure où leurs systèmes financiers sont enlisés dans d'inextricables difficultés de trésorerie, le mot d'ordre est désormais, en Europe, aux Etats-Unis et ailleurs, de tout faire pour capter la manne de liquidités que représente la finance islamique. D'aucuns prétendent que les banques islamiques sont restées à l'abri de la crise, car leur fonctionnement même exclut la spéculation ainsi que le recours aux types de prêts et titres qui ont causé la faillite des banques conventionnelles – la finance islamique reposant sur le nantissement d'actif et le partage du risque. Or, la crise financière est essentiellement due à la spéculation incontrôlée sur les titres cotés en bourse, d'où le soudain attrait pour les banques islamiques. Cette étude comparative a pour objet de mesurer l'impact de la crise sur les systèmes bancaires islamique et classique et de confronter la stabilité et la capacité de résistance de ces deux systèmes à travers l'analyse des ratios de rentabilité bancaire et, ainsi, mieux comprendre l'engouement qu'a suscité la finance islamique pendant les années de crise.

Mots-clés : crise financière, banque islamique, rentabilité bancaire, rendement sur actif, rendement sur capitaux propre.

Abdelkahar

Zahid *

Aomar Ibourk **

* Université Cadi
Ayyad, Marrakech
(a.zahid59000@gmail.com)

** Université Cadi
Ayyad, Marrakech
(aomaribourk@gmail.com)

L'été 2007 restera une date qui aura marqué le système financier international, puisqu'elle correspond à la survenue de la crise des subprimes (1), qui a dévasté le monde de la finance, poussant une multitude de banques conventionnelles à la faillite (106 banques en 2009). Les signes

(1) Le mot « subprime » désigne un prêt immobilier « à risque », accordé à des ménages peu solvables, dont le montant est gagé sur la valeur du bien immobilier.

précurseurs de récession sont apparus dès 2007, à travers le dérèglement et le dysfonctionnement du système financier aux Etats-Unis. La crise financière qui s'est amorcée en juillet 2007, aux Etats-Unis, sur le marché des prêts hypothécaires à risque (prêts subprimes) s'est ensuite progressivement étendue à l'ensemble des marchés financiers.

Nombreuses sont alors les voix qui se sont élevées, prônant le système financier islamique comme alternative au système conventionnel intrinsèquement confronté, par ses moyens d'action mêmes, à ce genre de cycle de crises, tandis que les banques islamiques, elles, semblaient avoir été relativement épargnées par les soubresauts de la crise. Et à en croire ses défenseurs, la banque islamique qui tire ses références de l'islam, en refusant de recourir aux pratiques de l'intérêt et à la spéculation et en mettant en œuvre le principe du partage des pertes et des profits, bénéficierait d'une plus grande immunité face aux aléas des crises financières cycliques.

L'objectif de cet article porte, d'une part, sur une analyse comparative de la performance et de la résistance de la banque islamique au cours de la crise financière de 2008, qui a représenté pour cette institution une occasion de mettre à l'épreuve la prospérité et la rentabilité presque insolentes qu'elle affichait jusqu'alors. Il s'agira donc, pour nous, d'évaluer les répercussions de la crise sur la banque islamique et dans quelle mesure, elle en a été affectée, à travers la comparaison des ratios de rentabilité de trois banques islamiques et de trois banques classiques, choisies selon des critères de géographie et de taille (2). Il porte, d'autre part, sur l'analyse comparative des responsabilités respectives des banques islamiques et classiques face à la crise, ce qui nous amènera à caractériser les bases de l'immunité dont bénéficie la banque islamique, contrairement à sa consœur classique.

(2) Voir l'encadré.

Étude comparative entre trois banques islamiques et trois banques conventionnelles

Les données

Afin de garantir la fiabilité de cette étude, notre choix s'est porté sur trois banques islamiques et trois banques classiques qui représentent trois continents et trois critères géographiques différents :

1. La Banque islamique Al Baraka d'Algérie, qui constitue notre référence pour la région de l'Afrique du Nord et du Maghreb, sera comparée au Crédit populaire d'Algérie.
2. La Banque islamique d'Angleterre, qui illustre l'implantation et le fonctionnement d'une institution islamique sur le continent européen et, de manière plus générale, dans un contexte non musulman et dont les résultats seront confrontés à ceux de la banque Barclays.
3. Enfin, la Banque islamique du Qatar, membre de l'Organisation de coopération du Golfe et qui représente la région du Moyen-orient, sera comparée à la Banque commerciale du Qatar.

1. La Banque Al Baraka d'Algérie est le premier établissement bancaire à capitaux mixtes (publics et privés), habilitée à effectuer toutes les opérations bancaires, de financement et d'investissement, en conformité avec les principes de la charia islamique. Créée le 20 mai 1991, avec un capital de 500 millions de dinars, elle enregistre une première augmentation de capital, en 2006, à 2,5 milliards de dinars et une seconde, en 2009, à 10 milliards de dinars. Les actionnaires de la banque sont la Banque de l'agriculture et du développement rural (Algérie) et le Groupe Dallah Al Baraka (Arabie saoudite).

Le Crédit populaire d'Algérie a été créé en 1966 (BPA), avec un capital initial de 15 millions de dinars ; en 2010, son capital s'élevait à 48 milliards de dinars. En tant que banque universelle, le CPA a pour mission de promouvoir le développement des secteurs du BTPH, de la santé et du médicament, du commerce et de la distribution, de l'hôtellerie et du tourisme, des médias, de l'artisanat et des PME/PMI. Suite à la promulgation de la loi sur l'autonomie des entreprises en 1988, le CPA est devenu une entreprise publique économique par actions, dont le capital est la propriété exclusive de l'État.

2. La Banque islamique d'Angleterre (IBB) a un capital initial de 14 millions de livres (20,8 millions d'euros) souscrit par des investisseurs du Proche-Orient (Abu Dhabi, Qatar, Bahreïn et Arabie saoudite) et par un groupe de millionnaires anglais. A sa tête, Abdul Rahman Abdul Malik est l'ancien directeur de la Banque islamique d'Abu Dhabi. Son directeur du management, Michael Hanlon, est l'ancien directeur régional de la banque de détail au sein de la Barclays. La banque islamique d'Angleterre offre une palette de services « normaux » comme les comptes, les cartes de crédit, la téléphonie et la poste bancaire.

3. La Banque islamique du Qatar (ISBQ) a été créée le 8 juillet 1982, afin de proposer des services bancaires en conformité, à la fois avec les dispositions de la charia islamique et les règlements de la Banque centrale du Qatar (QCB). Son capital en 2010 s'élevait à 2,1 milliards QR. Avec 35 branches enregistrées en 2012, la banque est considérée comme la plus grande banque islamique au Qatar. Elle détient environ 35 % des parts dans des actifs bancaires de pays islamiques et représente 11 % du secteur bancaire. Elle a, en outre, enregistré une forte présence à l'international en prenant part à la mise en place d'une gamme de Bayt Attamwil au Moyen-Orient, en Europe et en Asie.

La Banque commerciale du Qatar (CBQ) a été créée en 1975 comme première banque commerciale privée au Qatar. En 2012, son capital se montait à 73,3 milliards de RQ. Elle offre une gamme complète de services bancaires aux entreprises et aux particuliers et compte sur un réseau de 28 succursales et 157 distributeurs automatiques.

La Barclays est un important fournisseur mondial de services financiers, spécialisé dans les services bancaires aux particuliers, les cartes de crédit, le financement, l'investissement et la gestion des investissements. Avec plus de 300 ans d'histoire et d'expertise dans le secteur bancaire, la Barclays bénéficie d'une forte présence à l'échelle mondiale, notamment en Europe, en Amérique, en Afrique et en Asie. Elle opère dans plus de 50 pays et emploie 140 000 personnes. La Barclays se déplace, prête, investit et protège l'argent pour des clients à travers le monde.

Contexte et objectifs

C'est dans un contexte de scepticisme et de méfiance vis-à-vis du mode de fonctionnement et des thèses et principes du système bancaire et financier international, provoqué par le krach financier des subprimes, que la banque islamique est apparue aux yeux de certains comme une institution financière digne d'intérêt, voire comme une alternative viable à côté du système conventionnel, intrinsèquement confronté, par ses moyens d'action mêmes, à ce genre de cycles de crises, tandis que la banque islamique, semble avoir traversé la crise avec bien moins de difficultés.

1. La crise financière, origine et causalité

La crise des subprimes est une crise qui touche le secteur des prêts hypothécaires à haut risque (*subprime mortgage*) aux Etats-Unis, dès juillet 2007. En instaurant une méfiance envers les créances titrisées, comprenant une part de ces crédits, elle a participé au déclenchement du crash de l'automne 2008. Ces deux événements sont rétrospectivement considérés comme les deux étapes d'une même crise financière, qui entraînera une récession touchant l'ensemble du globe.

La crise financière et le krach de l'automne 2008 trouvent donc leur origine dans le dérèglement du marché immobilier pour les particuliers et dans l'éclatement de la bulle immobilière spéculative qui s'est ensuivie, ainsi que dans les fausses mesures sur le marché hypothécaire à risque (subprimes), notamment les opérations de titrisation sur ce marché, pour se transformer en une crise des liquidités généralisée, marquée par la dépréciation et l'effondrement des actifs nets des institutions financières.

L'abondance de liquidités aux Etats-Unis, en provenance des placements de pays tels que l'Inde ou la Chine, a permis au marché hypothécaire de décoller après la fin de la récession du début du siècle (2001). Cet envol du marché hypothécaire a eu pour effet de mettre les crédits pour l'achat de maisons particulières, auparavant accessibles aux seuls emprunteurs présentant de solides garanties (les emprunteurs de première (*prime*) catégorie), à la portée d'une nouvelle catégorie de candidats, la catégorie *subprime*, autrement dit les emprunteurs ne présentant que de faibles garanties.

L'essor du marché des prêts hypothécaires a été rendu possible grâce au succès fulgurant de la titrisation (3) et à la mise en place d'un ensemble de mesures financières ayant pour but d'assouplir les réglementations prudentielle et comptable.

A mesure que les prix des maisons et que les profits générés par les prêts hypothécaires augmentaient, les critères d'octroi des crédits subprime s'assouplissaient. Des emprunteurs plus risqués pouvaient, dès lors, obtenir des crédits et le rapport prêt/valeur augmenta considérablement (de l'ordre de 80 % pour les emprunteurs subprime en 2005-2006).

Une telle situation ne pouvait durer, et la bulle ainsi créée a fini par éclater. Avec l'effondrement du prix des maisons, les emprunteurs subprime se sont aperçus que leur crédit hypothécaire les enlisait littéralement, et les défaillances sur les prêts hypothécaires ont brutalement augmenté, donnant lieu à des saisies et à la vente aux enchères de leurs biens immobiliers, ce qui contribua à précipiter la baisse des prix de l'immobilier.

L'éclatement de la bulle immobilière a révélé combien le système financier était gangrené. Suite à la chute du prix de l'immobilier résidentiel, qui s'est accélérée et a entraîné une forte défaillance sur les prêts hypothécaires, les bilans et la valeur nette des établissements bancaires se sont rapidement dégradés, en raison des pertes enregistrées dans leurs portefeuilles et à cause

(3) La titrisation est une opération qui vise à transformer des prêts non négociables en titres disponibles à la vente sur le marché et à en diversifier les risques en les transférant à de nombreux investisseurs.

de l'effondrement de la valeur des RMBS et des CDO que les institutions financières ont dû déprécier de plus en plus.

L'éclatement de la bulle immobilière s'est finalement soldée, en 2008, par une panique bancaire et financière aggravée par la défaillance de nombreuses banques et institutions financières, telles que Bear Stearns (4), en mars 2008, cinquième plus grande banque d'investissement américaine, qui détenait de nombreux titres liés aux prêts subprime et qui a subi une ruée sur ses ressources, l'obligeant à accepter un rachat par J.P. Morgan pour moins de 5 % de ce que valait la banque un an auparavant. Le 15 septembre 2008, Lehman Brothers, la quatrième banque d'investissement aux États-Unis, qui gérait 600 milliards d'actifs (25 000 employés), suite à des pertes sur le marché des subprimes, dut à son tour déclarer faillite. Ce fut la plus grosse faillite de l'histoire bancaire américaine.

(4) La crise des subprimes a provoqué d'énormes pertes de la banque, conduisant à un déficit de 854 millions de dollars (580 millions d'euros) au quatrième trimestre 2007 et aux premières pertes de l'histoire de cette banque.

2. La banque islamique face à la crise

Les banques islamiques se sont développées, depuis leur apparition au début des années 60, de façon prodigieuse et soudaine, de telle sorte que leur nombre n'a cessé de croître depuis la création de la première banque islamique en 1963 pour atteindre, à la veille de la dernière crise financière, en 2006, le nombre d'environ 300 institutions, opérant aux quatre coins du globe, aussi bien en territoires musulmans, dans lesquels elles sont majoritairement implantées, que dans les pays occidentaux, où les expériences menées jusqu'alors, notamment en Grande-Bretagne, avec la Banque islamique d'Angleterre, ont témoigné du dynamisme surprenant de ces institutions. Leur capitalisation a par ailleurs enregistré un taux de croissance annuel de 15 %, jusqu'en 2006, et les institutions financières islamiques « pesaient » environ 230 milliards de dollars à la même date, soit quarante fois plus qu'en 1982 (5).

La question se pose alors de savoir si la banque islamique, en acceptant de travailler dans un monde financier ouvert, est suffisamment immunisée contre ce genre de crise, autrement dit, jusqu'à quel point elle a été touchée par la crise et qu'en a-t-elle retiré ? Dans quelle mesure la crise des subprimes a-t-elle freiné l'expansion des banques islamiques et a-t-elle représenté pour elles une opportunité de développement et de gain de compétitivité face à leurs concurrentes ?

(5) Zahid (A.) (2007), « Les banques islamiques : efficacité et contraintes », thèse de doctorat, Université de Lille 2 Droit et Santé, France.

Etude de la rentabilité de la banque islamique face à la crise de 2008

La banque islamique, comme toute institution financière, cherche avant tout à réaliser du profit et à générer des bénéfices. Mais, à la différence des banques classiques, elle ne peut s'appuyer sur le rendement stable que représente l'intérêt, dont la pratique lui est interdite par la charia et est, en outre, sujette à l'incertitude et à l'imprévisibilité des résultats de ses investissements, étant soumise au principe du partage des pertes et des profits. Elle doit, par conséquent, intégrer ce facteur risque au calcul de ses bénéfices.

Les ratios de rentabilité de la banque islamique

Outre le profit net (PN), les rendements sur actifs (profit net/actif total), les rendements sur dépôts à terme (profit net/dépôts d'investissement à terme) et ceux sur capitaux propres (profit net/capitaux propres) sont autant d'indicateurs de la rentabilité et de l'efficacité d'une banque islamique. Tous ces ratios sont exprimés en pourcentage.

Le rendement sur actif

Le rendement sur actif est mesuré via le ratio (PN/AT). Ce ratio indique la rentabilité moyenne brute de la banque. Il mesure l'efficacité de l'emploi des actifs et leur rendement, ce qui revient quasiment à dire qu'il évalue la capacité des banques islamiques à générer des bénéfices de leurs activités, en conséquence de quoi, plus la valeur de ce ratio est élevée, plus la rentabilité de la banque est importante.

Dans le tableau ci-dessous, nous avons réuni les valeurs des profits nets PN et des rapports (PN/AT) pour les exercices financiers de 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010 de la Banque islamique Al Baraka d'Algérie, la Banque islamique du Qatar (ISBQ) et la Banque islamique d'Angleterre (IBB).

L'observation de la rentabilité des banques islamiques, envisagée sous cet angle, permet de mettre en lumière des résultats aussi intéressants que surprenants.

Nous constatons que, de manière générale, la rentabilité des banques islamiques durant la période de crise, comparée à celle des banques classiques, par pays, est largement supérieure et ce, durant toute la durée de la crise. Quant à l'évolution de cette rentabilité pendant cette période, contrairement aux banques conventionnelles, les banques islamiques ont enregistré une croissance plus ou moins régulière.

Ainsi, sur la moyenne des rendements sur actifs, entre 2006 et 2009, les banques islamiques ont enregistré une augmentation nette de leur rentabilité de 55 %, contre une baisse nette de celle des banques conventionnelles de 43 %.

La comparaison des rendements sur actifs des banques islamiques et des banques classiques pendant la période de crise, 2007-2009, permet de conclure que le rendement des actifs des banques islamiques et l'efficacité de leur emploi ont été moins affectés par la crise que ceux des banques classiques et que la capacité des banques islamiques à générer des bénéfices de leurs activités a été moins touchée par les aléas de la crise que leurs consœurs conventionnelles.

Les rendements sur capitaux propres

Pour une plus grande prudence dans l'évaluation de la rentabilité des banques islamiques, nous allons considérer les ratios de rendement sur investissements pour les déposants (PN/DIT), ainsi que les ratios de rendement sur capitaux propres pour les actionnaires (PN/CP). Ces ratios mesurent l'efficacité avec laquelle ces capitaux ont été employés et nous renseignent également sur l'aptitude du secteur bancaire islamique à mobiliser et à drainer l'épargne individuelle vers l'investissement productif.

Tableau 1

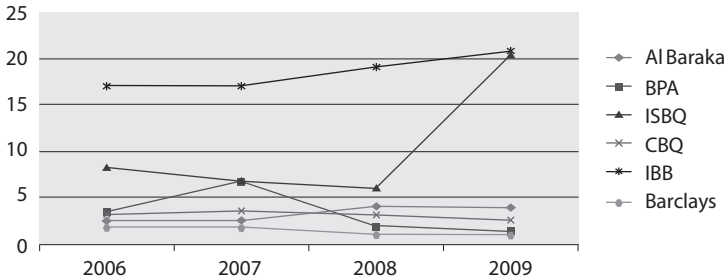
**Rendements sur actif total ROA des banques islamiques
et conventionnelles de 2006 à 2009**

Banque/année	2006	2007	2008	2009	Evolution entre 2006-2009
Al Baraka	2,44	2,58	4,16	3,95	+ 62 %
BPA	3,50	6,70	1,90	1,38	- 61 %
ISBQ	8,30	6,90	6,00	20,4	+146 %
CBQ	3,23	3,67	3,19	2,56	- 21 %
IBB	17,16	17,11	19,02	20,85	+ 21 %
Barclays	1,90	1,80	1,10	1,01	- 47 %
Moyenne des ROA des banques islamiques	9,3	8,86	9,73	14,4	+ 55 %
Moyenne des ROA des banques classiques	2,88	4,06	2,06	1,65	- 43 %

Source : élaboré par l'auteur à partir des rapports annuels des banques pour les exercices 2006, 2007, 2008 et 2009.

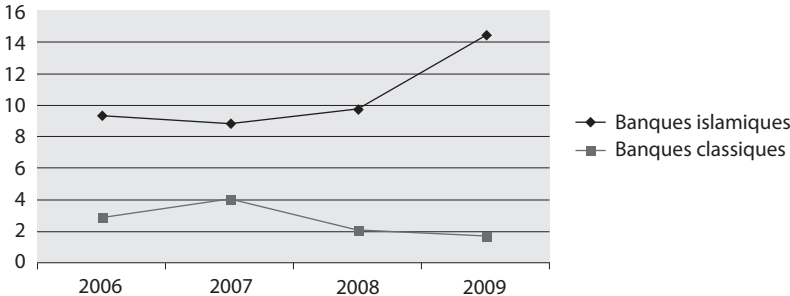
Graphique 1

**Evolution du rendement sur actif des banques Al Baraka d'Algérie,
BPA, ISBQ, BPQ, IBB et Barclays de 2006 à 2009**



Graphique 2

**Evolution de la moyenne des rendements sur actif, des banques islamiques
Al Baraka d'Algérie, ISBQ et IBB et des banques conventionnelles BPA,
BPQ et Barclays de 2006 à 2009**



Le tableau ci-après expose les valeurs calculées en pourcentage de ces ratios ainsi que leur rang. On s'aperçoit qu'il y a une différence substantielle entre les rémunérations versées aux déposants et celles versées aux actionnaires des banques islamiques. Cette différence pourrait, à la fois, s'expliquer par le fait que certaines banques islamiques utilisent leurs fonds propres, en cas de pénurie de dépôts à terme non affectés, pour financer des projets risqués mais rentables. Mais on peut également l'expliquer par le fait que l'on considère le taux de rendement sur les dépôts comme étant la moyenne des taux de rendement appliqués aux dépôts sur comptes épargne et aux dépôts sur comptes à terme (Kurshid A., 1985).

Tableau 2

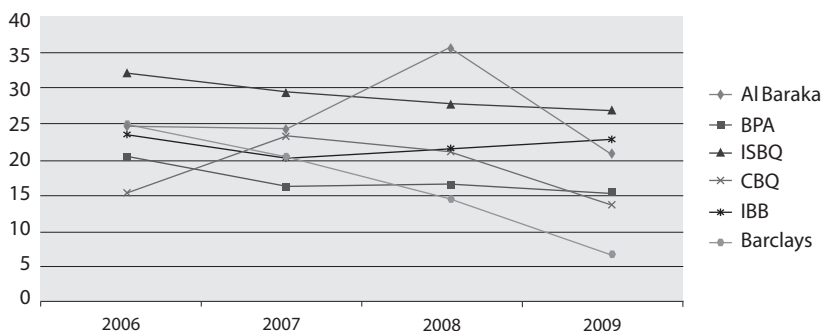
**Rendements sur capitaux propres ROE en % des banques islamiques
et conventionnelles de 2006 à 2009**

Banque/année	2006	2007	2008	2009	Evolution entre 2006-2009
Al Baraka	24,67	24,27	35,37	20,72	- 16,01
BPA	20,50	16,40	16,50	15,30	- 25,37
ISBQ	31,90	29,50	27,90	26,80	- 16,00
CBQ	15,26	23,45	21,01	13,86	- 9,17
IBB	23,46	20,12	21,31	22,68	- 3,32
Barclays	24,70	20,30	14,30	6,70	- 73,00
Moyenne des ROA des banques islamiques	26,77	24,63	28,19	23,4	- 12,28
Moyenne des ROA des banques conventionnelles	20,15	20,05	17,27	12	- 41,12

Source : Elaboré par l'auteur à partir des rapports annuels des banques pour les exercices 2006, 2007, 2008 et 2009.

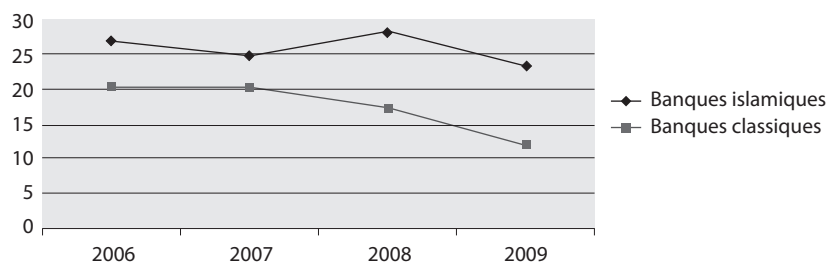
Graphique 3

**Evolution de la moyenne des rendements sur capitaux
propres des banques Al Baraka d'Algérie, BPA, ISBQ,
BPQ, IBB et Barclays de 2006 à 2009**



Graphique 4

Evolution de la moyenne des rendements sur capitaux propres des banques islamiques et des banques conventionnelles de 2006 à 2009



A la lecture de ce graphique, un certain nombre de résultats significatifs attirent notre attention. Ainsi, sur la moyenne des rendements sur capitaux propres, les banques islamiques enregistrent une baisse de rentabilité de 12,28 %, entre 2006 et 2009, contre 41,12 % chez leurs consœurs classiques ; une augmentation de 14 %, en 2007-2008 là où les banques classiques accusaient une baisse de 14 %, et une baisse de 17 % en 2008-2009 contre une baisse de 31 % chez les banques conventionnelles.

La comparaison des rendements sur actifs des banques islamiques et des banques classiques pendant la période de crise 2007-2009, nous amène à la conclusion selon laquelle l'efficacité avec laquelle les capitaux ont été employés par les banques islamiques a été moins affectée par la crise que les banques classiques et que l'aptitude du secteur bancaire islamique à mobiliser et à drainer l'épargne individuelle vers l'investissement productif a mieux résisté aux soubresauts de la crise que le secteur conventionnel.

2. Responsabilité de la banque islamique et de la banque classique face à la crise

Si l'on établit un parallèle entre le fonctionnement de la Banque islamique, basé sur l'interdiction du *riba* et la place centrale de l'éthique dans les rapports banque-partenaires, et l'origine de la crise financière internationale de 2007 qui, selon les spécialistes de la finance, est due à une spéculation incontrôlée sur les intérêts susceptibles d'être offerts par les titres cotés en bourse (6), il apparaît que la banque islamique n'a aucune responsabilité dans le krach financier de 2007, étant donné que la spéculation, notamment en bourse, est exclue de ses pratiques, la titrisation des capitaux étant jugée illicite au regard de la charia.

La Banque islamique, si elle décline toute responsabilité quant à la survenue de la crise, n'a en revanche pas été épargnée par ses effets. La finance

(6) Comme cela a été détaillé dans le rapport sur la crise financière réalisé par René Ricolle, dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par le président de la République française, lors de la présidence française de l'Union européenne en 2008.

islamique ne peut, en effet, travailler de façon isolée, sans relations avec le reste de la sphère financière, en particulier ses consœurs conventionnelles.

Banque islamique versus banque classique

Le système bancaire islamique se distingue du système bancaire traditionnel sur plusieurs points fondamentaux :

Le premier concerne sa définition même, puisque ses fondements reposent sur les principes de justice sociale, d'équité et d'équilibre, définis par la religion musulmane et qu'il a, de ce fait, mis en place les lois, pratiques, procédures et instruments lui permettant d'exercer ses activités en se conformant à ces principes.

Le second a trait à son rôle. La banque islamique, plutôt que de remplir la seule fonction d'intermédiation financière, assume également un rôle d'investisseur direct. Son fonctionnement se basant essentiellement sur le principe du partage des pertes et des profits et le risque n'étant pas à sa seule charge mais aussi à celle du client, elle ne peut se satisfaire d'une simple relation prêteur-emprunteur. C'est donc une véritable association, qui naît entre la banque et le dépositaire, association où les enjeux communs sont partagés.

Quant à leurs modalités de fonctionnement, les différences entre la banque islamique et la banque conventionnelle peuvent se résumer aux éléments suivants :

La place de l'éthique

En excluant la pratique de l'intérêt, la banque islamique cherche à servir davantage l'intérêt public que celui d'un groupe restreint d'individus.

Le partage du risque

Dans le système bancaire conventionnel, le risque lié aux opérations de crédit est supporté unilatéralement par l'entrepreneur. De cette façon, que les projets d'investissement échouent ou qu'ils soient fructueux, le détenteur des fonds se voit, dans tous les cas, garantir un montant fixe, représenté par l'intérêt, qui est indépendant du montant du résultat généré par les projets. Dans le système économique islamique, en revanche, le risque ne peut pas être transféré au même titre que le capital, mais doit, au contraire, être partagé entre, d'une part, l'intermédiaire financier qu'est la banque et l'emprunteur de fonds, c'est-à-dire l'entrepreneur et, d'autre part, le détenteur de fonds, autrement dit, l'investisseur.

Les juristes musulmans considèrent le crédit à intérêts illicite et non équitable et requièrent que le profit perçu par l'investisseur soit proportionnel à celui de l'entrepreneur. Ainsi, dans le cas d'un projet aboutissant à un résultat positif, les bénéfices sont partagés selon une quote-part déterminée dès la conclusion du contrat et, dans le cas contraire, les pertes sont supportées par le détenteur du capital et la banque, puisque l'on

considère que l'entrepreneur, pour sa part, a perdu, à la fois, son temps et les efforts qu'il a déployés pour tenter de mener à bien ce projet.

La relation banque-client

A travers le principe du partage des pertes et profits, sur lequel repose son fonctionnement, la banque islamique envisage la relation à son client d'une tout autre manière que celle jusqu'alors en vigueur dans le système bancaire conventionnel, dans la mesure où le client devient, de fait, un investisseur et qu'il encourt quasiment les mêmes risques que la banque. Il ne s'agit donc plus d'une relation neutre de prêteur-emprunteur, mais d'une véritable association emprunteur-investisseur, semblable à celle existant dans les opérations d'investissement direct et dans laquelle s'établit un réel partenariat entre la banque et le client. Cette relation exige un engagement total et réciproque des parties contractantes qui partagent des intérêts communs et n'en sont que plus attentives à la qualité de leur partenaire. Cela signifie également que la solvabilité du client n'est plus le facteur décisif, la banque prenant davantage en compte sa qualité d'entrepreneur et sa motivation, ainsi que l'éthique et la rentabilité envisageable de son projet. Le client, quant à lui, ne choisit pas sa banque sur le seul critère des rendements offerts, mais sélectionne celle qui lui permet d'investir son argent de façon rentable et bénéfique, tant pour lui, individuellement, que pour l'ensemble de la société.

Il va de soi que la banque islamique ne détient pas l'exclusivité d'une telle relation avec les clients et que nombreuses sont les banques classiques qui s'impliquent dans des opérations à risque, réduisant par-là leur proportion d'activités basées uniquement sur le crédit. De la même manière, les banques islamiques n'endossent pas toujours un rôle d'investisseur mais adoptent également une attitude plus axée sur la solvabilité du client, comme c'est le cas de la *mourabaha*, basée sur la dette.

Conclusion

Les adeptes de la finance islamique, même les plus radicaux, ne peuvent pas nier que la performance de la banque islamique a été affectée par la crise financière qui a secoué la finance mondiale depuis 2007. *A contrario*, les opposants à cette institution financière, y compris les plus farouches, ne peuvent davantage contester que les conséquences négatives de la crise et son impact sur la rentabilité de la banque islamique, par rapport au secteur conventionnel, aient été moindres et que cette crise, si elle a ébranlé les banques classiques, aussi solides soient-elles, a, en revanche, représenté une aubaine pour les institutions islamiques, dont les thèses ont gagné en poids et en légitimité.

La dernière crise financière a permis à la banque islamique de démontrer sa capacité de résilience face aux crises, voire, lui a permis d'être considérée comme une alternative viable ou, du moins, un interlocuteur incontournable

de la sphère financière internationale. Elle lui a également permis d'accéder à la reconnaissance du monde de la finance, qui atteste désormais sa solidité et sa stabilité, reconnaissance qui s'est matérialisée dans le développement de manifestations scientifiques et académiques autour de son fonctionnement et par l'ouverture de cursus universitaires dédiés à la finance islamique sous toutes ses formes, enfin et surtout, par l'ouverture de marchés jusqu'alors hostiles à toute possibilité d'accueillir la banque islamique.

Références

- ABUL H. (2009), *The Global Financial Crisis and Islamic Banking* (<http://www.iefpedia.com/english/wp-content/uploads/2009/10/The-Global-Financial-Crisis-and-Islamic-Banking.pdf>).
- ALGHABID H. (1990), *les Banques islamiques*, éd. Economica, Paris.
- AL JARHI A. (1997), *Islamic Banks and capital markets: current and future challenges*, éd. IRTI, Londres.
- ALKASSIM F.A. (2005), *The Profitability of Islamic and Conventional Banking in the GCC Countries: A Comparative Study*, Universitas Negeri Yogyakarta, <http://www.uny.ac.id>.
- AL QARADAWI Y. (1986), *Fikh Az-Zakat*, éd. Dar Ar-Rissala, 16^e édition, Beyrouth.
- AL QARADAWI Y. (1990), *les Intérêts des banques sont de l'usure interdit en Islam*, éd. As-Sahwa, le Caire.
- ALSAUD (1981), *Banking and insurance in Islam*, *International Institute of Islamic Banking and Economics*, Paper 6/1 for "First advanced course on Islamic banks", le Caire, 29 août-16 septembre.
- ALTAF G. (1997), *Islamic banks: a model and the challenge. The Challenge of Islam*, Islamic Council of Europe, Londres.
- ARRIF M. (1982), *Monetary policy in an interest free islamic economy nature and scope*, in M. Arrif Ed.
- AWAN A.G. (2009), *Comparison of Islamic and Conventional Banking in Pakistan*, *Proceedings 2nd CBRC*, Lahore.
- AZIZUL H.M. (1980), *Welfare Banking, Islamic Economic Research Bureau*, éd. Thoughts on Islamic Economics, Dacca.
- BAHAR A. (1995), *Islamic Banking in the 1990's development and innovations*, éd. New Horizon.
- BERGER-VACHAN (1996), « Le riba, l'Islam relationnel », in *Normes et valeurs dans l'islam contemporain*, sous la direction de Jacques Berque et Jean-Paul Charmay, éd. Payot, Paris.
- BIANCO, KATALINA M. (2008), « The Subprime Lending Crisis: Causes and Effects of the Mortgage Meltdown ». *CCH Mortgage Compliance Guide and Bank Digest*.
- BRAHIMI A. (1993), *Justice sociale et développement en économie islamique*, éd. Pensée universelle, Paris.
- CAPELLE-BLANCARD, Gunther, Patrick ARTUS, Jean-Paul BETBÈZE, et Christian DE BOISSIEU (2010), *De la crise des subprimes à la crise mondiale*, Paris, la Documentation française.
- CEVIK S. and CHARAP C. (2011), « The Behavior of Conventional and Islamic Bank Deposit Returns in Malaysia and Turkey », *IMF Working Paper*, WP/11/156.
- CHARKAOUI A.M. (2000), *les Banques islamiques, l'expérience entre le fikh, le droit et la pratique*, éd. Centre culturel arabe, Casablanca.
- CHEHATA C. (1980), « Principes économico-comptables dans les banques islamiques », cité par AL-GHABID dans *les Banques islamiques*.

- DAWUDI (1995), *la Monnaie dans une économie islamique*, éd. Daftare Hamkari, Téhéran.
- EL GAMAL Mahmoud A. (2007), *Incoherence of Contract-based Islamic Financial Jurisprudence in the Age of Financial Engineering*. Retrieved from <http://www.ruf.rice.edu/~elgamal/files/Incoherence>.
- EL KAFROUI M.M. (1997), *la Finance publique en Islam*, éd. Al Iskandaria Lilkitab, Egypte.
- EL OBEIDI Z. (1988), *la Banque islamique, une nouvelle technique d'investissement*, éd. Dar Ar Rashad Al Islamiya, Beyrouth.
- FARAH F. (1995), *Central Bank and Islamic Banking*, éd. New Horizon, Mars.
- FLGUET and KAUFMANN (1997), « Une évaluation critique du free banking », Université Montesquieu, Bordeaux IV.
- GAFOURI A. (2000), *Islam et économie*, éd. Al Bourak, Paris.
- GALLOUX M. (1993), « Les banques islamiques privées : référent religieux, logique commerciale : le cas de l'Egypte », in B. PONSON et J.L. SCHAAN, « L'esprit d'entreprise – aspects managériaux dans le monde francophone », UREF, John Libbey Eurotext, Paris.
- GALLOUX M. (1997), *Finance islamique et pouvoir politique*, éd. PUF.
- GARAUDY R. (1984), *Réflexions sur une économie islamique*, CMER.
- GARDET L. (1967), *l'Islam : religion et communauté*, éd. Desclée de Brouwer.
- HANIF M. (2011), « Differences and Similarities in Islamic and Conventional Banking », *International Journal of Business and Social Science*, 2(2).
- HASSAN A., YUSUF H. (2010), *Investment Risk in Islamic Finance* (<http://www.qfinance.com/financial-risk-management-best-practice/investment-risk-in-islamicfinance?full>).
- HAWARI S. (1990), « Principes économiques et philosophiques du système bancaire islamique », cité par Al-Ghabid dans *les Banques islamiques*.
- JICKLING M. (2010), *Causes of the Financial Crisis: Congressional Research Service*.
- JOUINI et PASTRE (2008), rapport « Enjeux et opportunités du développement de la finance islamique pour la place de Paris ».
- JOUINI Elyès, PASTRÉ Olivier (2009), *la Finance islamique : une solution à la crise ?* Paris, Economica.
- KHALLAF A. (1997), *les Fondements du droit musulman*, éd. Al Qalam, Paris.
- LACHEMI Siagh (2009), « Crise financière et finance islamique », in Mélanges en l'honneur de Sabine URBAN, *les Hommes et le management : des réponses à la crise*, sous la direction de Michel KALIKA, Economica.
- LEWS K. (2010), « Accentuating the Positive, governance of Islam investment funds », *Journal of Islamic Accounting and Business Research*, vol. 1 n° 1.
- MAHDAW S.H. (1995), *le Système bancaire exemplaire*, Téhéran.
- MAHER H., DRIDI J. (2010), « The Effects of the global financial crisis on Islamic Banking and Conventional Banks, A Comparative Study », *Journal of International Monetary Fund*, Septemper.
- MAJID D. (1997), *les Banques islamiques*, éd. Chabab Al Jami, Egypte.
- ORDODY DE ORDOD S. (1990), « La modernité du système financier islamique », in *les Capitaux de l'Islam*, Gilbert BEAUGÉ, éd. CNRS.
- PICCINELLI G. (1994), *Banques islamiques en contextes non islamiques*, éd. Ipo, Rome.
- SADER M.B. (1983), *Lignes détaillées de l'économie de la société islamique*, éd. Ahl Albeit, Beyrouth.
- SADER M.B. (1983), *Principes généraux de la banque dans la société islamique*, éd. Ahl Albeit, Beyrouth.
- TOUATI S. (1986), *Vers un système bancaire conforme à la Shari'a*, éd. Enap, Algérie.
- TOUSSI A. (2002), *Qu'est-ce qu'une économie islamique ?* Ed. Albouraq, Beyrouth.

- YOUSSEF K.M. (1996), *la Finance islamique: les bases dogmatiques*, éd. Dar Al Wifaq, Egypte.
- YOUSSEF K.M. (1996), *la Finance islamique: la politique monétaire*, éd. Dar Al Wifaq, Egypte.
- ZAHID A. (2007), «Les banques islamiques: efficacité et contraintes», thèse de doctorat, Université Lille 2 Droit et Santé.
- ZAHID A. (2007), *Principes de la Banque islamique*, The Book Edition.
- Rapport sur la crise financière: «Mission confiée par le président de la République française à René Ricol dans le contexte de la Présidence française de l'Union européenne 2008».
- Rapports annuels de la banque islamique Al Baraka d'Algérie de 2006 à 2010.
- Rapports annuels de la banque islamique de Qatar de 2006 à 2010.
- Rapports annuels de la banque islamique d'Angleterre de 2006 à 2010.
- Rapports annuels de la banque islamique la Banque populaire d'Algérie de 2006 à 2010.
- Rapports annuels de la banque populaire de Qatar de 2006 à 2010.
- Rapports annuels de la banque Barclays d'Angleterre de 2006 à 2010.